INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 2 mars 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont clôturé timidement à la hausse. Les craintes persistantes liées à l'inflation favorisent la remontée des taux longs. L'Eurostoxx 50 a progressé de 0,53% à 4 238,04 points.
* Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 8,5% en février 2023, contre 8,2% de consensus et 8,6% en janvier selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, alcool & tabac devrait connaître le taux annuel le plus élevé en février (15%, comparé à 14,1% en janvier), suivi de l'énergie (13,7%, comparé à 18,9% en janvier), des biens industriels hors énergie (6,8%, comparé à 6,7% en janvier) et des services (4,8%, comparé à 4,4% en janvier). La baisse est moins forte qu'attendu en raison des prix élevés de l'alimentation.
* Les stocks américains de gaz ont baissé de 81 milliards de pieds cubes de gaz au cours de la semaine écoulée contre une baisse de 71 milliards au cours de la semaine précédente. Les spécialistes tablaient sur une baisse de 75 milliards de pieds cubes de gaz. Selon les estimations de l'EIA (Agence d'information sur l'énergie), le gaz de travail stocké était de 2 114 milliards de pieds cubes au vendredi 24 février 2023. Cela représente une diminution nette de 81 milliards de pieds cubes par rapport à la semaine précédente.

Les stocks étaient supérieurs de 451 milliards de pieds cubes à ceux de l'année dernière à la même époque et de 342 milliards de pieds cubes à la moyenne sur cinq ans de 1 772 milliards de pieds cubes.

* La productivité du secteur non agricole américain est en hausse de 1,7% au quatrième trimestre contre un consensus de +2,6% et une progression de 1,2% au troisième trimestre.
* Le coût unitaire du travail a augmenté de 3,2% au quatrième trimestre aux Etats-Unis, à comparer avec un consensus de +1,6% et à la hausse de 2,0% au troisième trimestre.
* 190 000 inscriptions au chômage ont été enregistrées la semaine dernière aux Etats-Unis, à comparer avec un consensus de 195 000 après avoir atteint 192 000 la semaine précédente.
* En janvier 2023, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro était de 6,7%, stable par rapport au taux enregistré en décembre 2022 et en baisse par rapport au taux de 6,9% enregistré en janvier 2022. Le taux de chômage de l'Union européenne était de 6,1% en janvier 2023, un taux également stable par rapport au taux enregistré en décembre 2022 et en baisse par rapport au taux de 6,3% enregistré en janvier 2022. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne.

Eurostat estime qu'en janvier 2023, 13,227 millions personnes étaient au chômage dans l'UE, dont 11,288 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2022, le chômage a diminué de 318 000 dans l'UE et de 220 000 dans la zone euro.

En janvier 2023, 2,781 millions de jeunes (de moins de 25 ans) étaient au chômage dans l'UE, dont 2,286 millions dans la zone euro. En janvier 2023, le taux de chômage des jeunes s'est établi à 14,4% dans l'UE et dans la zone euro, des taux respectivement en baisse et en hausse par rapport aux taux de 14,5% et de 14,3% enregistrés au mois précédent.

En janvier 2023, le taux de chômage des femmes s'est établi à 6,5% dans l'UE, stable par rapport au taux enregistré en décembre 2022. Le taux de chômage des hommes était quant à lui de 5,7% en janvier 2023, en baisse par rapport au taux de 5,8% enregistré au mois précédent. Dans la zone euro, le taux de chômage des femmes s'est établi à 7,2%, en hausse par rapport aux taux de 7,1% enregistré au mois précédent, et celui des hommes à 6,2%, en baisse par rapport au taux de 6,3% enregistré au mois précédent.

**SOCIETES**

* Coté valeurs, Veolia a signé des résultats 2022 historiques et STMicroelectronics a fermé la marche du CAC 40 qui a gagné 0,69% à 7 284,22 points.

**ANALYSE**

* Les chiffres de l'inflation dans la zone euro publiés jeudi matin ne sont pas bons. La hausse des prix ralentit moins vite que prévu et elle reste élevée, à 8,5 %. Surtout, elle se diffuse à l'ensemble de l'économie, comme en témoigne l'envolée imminente des prix des produits alimentaires en France. Loin de disparaitre, l’inflation de disparaitre, l’inflation pourrait donc bien s’installer dans le paysage. Et cela changerait tout.

Alors bien sûr, tirer des conclusions définitives à partir d'une tendance mensuelle paraît prématuré. Mais cette hypothèse fragilise déjà le scénario « rose » sur lequel tablent les investisseurs financiers et un nombre croissant d’experts. Ces derniers mois, s'est installée l'idée que le combat contre l'inflation serait bientôt gagné et qu'une forme de retour à la normale était à portée de main. En clair, les banques centrales allaient bientôt mettre un terme au relèvement à marche forcée des taux d'intérêt, voire commencer à réfléchir à un calendrier de baisse. D'où le fort rebond des marchés actions observé depuis le début de l'année, nourri de surcroît par le redémarrage de la Chine.

Avec l'inflation de février, c'est une trajectoire différente qui se dessine, beaucoup moins réjouissante. Si le temps d'une hausse des prix temporaire alimentée par la flambée des cours du pétrole et du gaz est bien derrière nous, celui d'une inflation durable pesant sur le quotidien des entreprises et des ménages serait à venir. Bref, les fameux effets de second tour seraient sur le point de s'enclencher. Les prochains mois diront s'il s'agit d'une fausse alerte. Si le rebond actuel n'est qu'une bosse reportant l'accalmie de quelques semaines ou si le plateau de l'inflation n'est toujours pas en vue.

Christine Lagarde semble avoir déjà choisi son camp en ouvrant la porte dès hier à de nouveaux tours de vis monétaires après le mois de mars. Un message reçu cinq sur cinq par les spécialistes des marchés obligataires, qui ont immédiatement anticipé le mouvement. Et une mauvaise nouvelle pour les places boursières. Mais surtout pour l'activité économique dans son ensemble, qui serait forcément pénalisée par des coûts de financement plus élevés.

De quoi aussi compliquer encore un peu plus la tâche des Etats européens, qui devraient faire face simultanément à un surcroît de dépenses inévitable pour apaiser les tensions sociales dans un tel contexte, tout en supportant une charge de la dette plus élevée. Un effet de ciseau redoutable, pour la France en particulier.

**L’AGENDA DU 3 mars 2023**

**8h00 en Allemagne**

Balance commerciale en janvier

**9h50 en France**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**9h55 en Allemagne**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**10h00 en zone euro**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**15h45 aux Etats-Unis**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février